



VILLE DE MELUN

ARRETE MUNICIPAL n° 2021.687 du 02/07/21

**OBJET : AODP - ESPLANADE PIETONNE PLACE PRASLIN
- TERRASSE MOBILE - L'ENDROIT**

LE MAIRE DE LA VILLE DE MELUN,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2131-1, L 2212-1 et L 2212-2 ;

VU le règlement de Voirie approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 15 juillet 2020 ;

CONSIDERANT qu'en vertu des dispositions précitées, il appartient au Maire d'intervenir pour réglementer l'occupation du domaine public ;

CONSIDERANT qu'en l'espèce, **L'ENDROIT, 28 rue Saint-Etienne 77000 MELUN** a régulièrement introduit une demande aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer **une terrasse mobile, sur l'esplanade piétonne Place Praslin 77000 MELUN** ;

CONSIDERANT que rien ne s'oppose à l'octroi de l'autorisation sollicitée ;

- ARRETE -

Article 1 -

Le pétitionnaire est autorisé à occuper le domaine public, conformément à sa demande et aux prescriptions suivantes, à dater du **15 JUILLET 2021 jusqu'au 15 SEPTEMBRE 2021, de 11h00 à 14h00 et de 18h00 à 22h00**.

Article 2 -

Le restaurant « L'ENDROIT » est autorisé à installer une terrasse mobile de 30 m² sur l'esplanade piétonne Place Praslin 77000 MELUN.

Le restaurateur aura l'obligation :

- **de ne pas installer de stand de boissons, crêpes ou autres (seul le mobilier est autorisé)**
- **de délimiter la terrasse mobile par des jardinières en bois installés par ses soins (pas de claustra) et d'installer des parasols gris**
- **de rentrer le mobilier (hors jardinières) en dehors des horaires mentionnés à l'article 1**
- **d'installer des poubelles fournies par ses soins**
- **d'assurer un nettoyage quotidien de l'emplacement et de ses abords ainsi qu'une gestion autonome des déchets**

L'installation laissera un passage d'au moins **1,50 m** pour la circulation des piétons, des personnes à mobilité réduite ou véhicules d'enfants. Dans l'intérêt de la sécurité publique, de la salubrité et de la propreté de la Ville, le pétitionnaire prendra toutes les dispositions nécessaires en conformité avec le règlement de Voirie.

Article 3 -

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 -

La présente autorisation est, pour tout ou partie, révoquée à toute époque, sans préavis ni indemnité. Le bénéficiaire devra donc, sur simple demande de la Ville, faire enlever les matériaux déposés et rétablir le domaine public dans son état initial après avoir réparé tous dommages éventuellement causés. A cet effet,

le domaine public est réputé en bon état. Si le pétitionnaire entend contester cet état, il devra, préalablement à tout lancement d'occupation, établir avec les services de la Ville un constat contradictoire.

Article 5 -

Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le pétitionnaire pourrait être poursuivi pour contravention de voirie, s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

Article 6 -

Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés et publié au recueil des actes administratifs de la commune.

Article 7 -

Le présent arrêté est exécutoire de plein droit dès son affichage ou sa publication ou sa notification aux intéressés ainsi que sa transmission s'il y a lieu au représentant de l'Etat.

Article 8 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire dans le délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le silence gardé pendant plus de 2 mois sur une réclamation par Monsieur le Maire vaut décision implicite de rejet.

Article 9 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux introduit auprès du Tribunal Administratif de Melun dans le délai de 2 mois à compter de sa publication, et/ou de sa notification, ou de la notification de la réponse de l'autorité compétente dans le cas d'un dépôt de recours gracieux préalable.

Article 10 -

Le présent arrêté sera notifié à :

- Le Commissaire Central,
- Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
- Le Commandant Chef de corps du C.S.P. n°1 de MELUN,
- Le Directeur Général des Services de la Ville de MELUN,
- Le Directeur Général des services Techniques de la Ville de MELUN,
- Le Directeur de la Police Municipale de MELUN,
- Le Pétitionnaire,

Qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Melun, le 02/07/21

Le Maire,
Président de la Communauté d'Agglomération
Melun Val de Seine,
Pour le maire,
L'Adjoint Délégué,



Marie-Liesse Dupuy,